

SORTIR DU BOLCHEVISME, ADOPTER L'ECOMMUNISME

Retour historique sur le communisme d'avant 1917 :

En 1847, Karl Marx entame la rédaction de son Manifeste du parti communiste sur commande de la Ligue des Justes (groupe de socialistes allemands exilés créé en 1836) afin d'établir une conception scientifique de la révolution et la solide compréhension de l'économie capitaliste. Le terme « parti » désignait à l'époque l'ensemble des courants partisans déjà existant du communisme. Ce manifeste est en fait une mise à l'écrit d'une affirmation d'une conception politico-économique et philosophique déjà existante. Le texte réfute les idées de société incarnées par les classes dirigeantes au pouvoir (bourgeoises ou aristocratiques) et de proposer une autre conception de société basé sur une idée du socialisme plus radicale. Entre autre : la socialisation des biens, l'abolition du travail des enfants, l'établissement de l'impôt progressif en tranches, l'éducation publique gratuite pour tous, la liberté et la fraternité. Les autres ouvrages de Marx, dont l'œuvre du Capital analyse l'économie capitaliste de la deuxième moitié du 19^e siècle et propose un autre modèle de société qui permettrait de mettre les richesses en commun mais en continuant le productivisme même si celui-ci serait bénéfique pour la classe ouvrière établie en société coopérative et non à une élite. Marx propose en outre la mise en place d'une société sans classe et sans ordre où chaque citoyen serait traité à égalité avec ses autres concitoyens. Les autres ouvrages quand ils n'analysent pas l'économie consistent en des livres d'histoire écrits à chaud et proposent une conception matérialiste de l'histoire (Luttes de classe en France (Marx), Le 18 brumaire de Louis Bonaparte (Marx), Guerre civile en France (Engels).

Le marxisme préféré plutôt par Marx par l'expression « socialisme rationaliste critique » propose une société sans classes qui établirait une mise en commun complète de la société.

Après la mort des deux principaux penseurs d'un système alter-capitaliste, les intellectuels qui leur ont succédé se sont employés à mettre en pratique les théories marxistes.

L'avènement de cette mise en pratique s'est établie à deux reprises, en 1871 sous la Commune de Paris dont les représentants politiques de la collectivité étaient élus au suffrage universel direct et entre mars et novembre 1917 dans l'Empire russe juste après l'abdication du Tsar Nicolas II, puis de son fils, puis de son frère Michel II suite à des soulèvements populaires à St Pétersbourg notamment et d'autres villes de l'empire.

Gouvernement provisoire puis République russe (29 mars 1917-8 novembre 1917) :

Le 29 mars 1917, lors de l'abdication du dernier représentant de l'Empire russe, une République russe se forma. Basée sur un Parlement en deux chambres (la Douma et le congrès des Soviets) elle se formait sur un ensemble de plusieurs organisations politiques allant des partis à idéologie communiste jusqu'au partis conservateurs. Le Congrès des Soviets représentait à l'époque un ensemble d'assemblées de citoyens

(ouvriers, paysans, soldats) qui participait à la démocratie locale et qui élisaient des députés au suffrage universel direct pour porter leurs arguments au Soviet de Petrograd (congrès des soviets siégeant à St Pétersbourg). Les bolcheviks sont à cette époque-là extrêmement minoritaire, environ 20 000 membres répartis dans tout le pays. Lénine était à cette époque-là en Suisse et n'a pas participé à la Révolution de Février (de mars dans notre calendrier).

Le projet populiste de Lénine :

Contre tous les autres partis, Lénine arrivé en Russie en avril propose une pacification de la Russie et un début de collectivisme dans les campagnes et de licencier les patrons dans les usines et embaucher des ouvriers. Son programme trouve l'adhésion du peuple notamment grâce à des agitateurs qui vont dans les usines et dans les rues. A l'été 1917, le Gouvernement provisoire – qu'il désapprouve - lui donne même des armes pour lutter contre l'extrême droite. En septembre 1917, les seuls à pouvoir maintenir l'ordre dans le territoire russe sont les bolcheviks, il y a déjà quelques milliers de morts fusillés qui étaient soit des bourgeois, soit des militants de droite (les bolchéviks faisant appel à des criminels de droit commun).

Coup d'Etat du 8 novembre :

Dans la nuit du 7 au 8 novembre 1917, un coup d'Etat a lieu pour stopper les activités du gouvernement de la République russe, Lénine en tête du putsch. Il publie largement des thèses censées approfondir les œuvres de Marx et d'Engels prônant une « dictature du prolétariat » c'est-à-dire un régime autoritaire provisoire afin de sortir du capitalisme et d'entrer dans le communisme. En 1918, il souffle sur les braises de la guerre civile et appelle de ses vœux à ce qu'elle entraîne beaucoup de morts. « Il faut absolument pour fonder une nation qu'il y ait du sang. Si on a pas ce sacrifice du sang, il n'y aura pas ce grand peuple soviétique que je veux » Ces propos ont été découverts plus tard dans les années 1990, lors de l'ouverture des archives russes. La militante communiste et féministe Rosa Luxemburg avait condamné sa vision nouvelle qui était selon elle une vision du communisme erronée.

Après ce coup d'Etat – qui sera appelé plus tard pompeusement la « Révolution populaire socialiste d'octobre » un nouveau régime est créé s'appuyant sur le congrès des Soviets et sur le Parti ouvrier social-démocrate de Russie qui impose son rôle central dans la vie politique russe. La République socialiste fédérative soviétique de Russie est créée. Le communisme sous l'impulsion de Lénine entamait des formes d'expérimentation. En 1921, les premiers communistes qui ne partagent pas la vision de Lénine sont envoyés au même titre que les banquiers, les patrons d'usine et les criminels dans les anciens bagnes du tsar. En 1922, l'Union des Républiques socialistes soviétiques est créée, Staline est déjà à sa tête, Lénine alors malade ne fait que de rares apparitions. On connaît les crimes staliniens et la déformation de l'idée de communisme qui ont eu lieu entre 1919 et 1956.

Le modèle soviétique post-Staline, vitrine du communisme :

Les années Khrouchtchev ont été synonymes de détente et de liberté même si toutefois le programme du communisme réel et de socialisme à visage humain c'est-à-dire reprenant les idées démocratiques de Marx et d'Engels et rejetant les idées bolchéviques a été écrasé dans le sang à Prague en août 1968. De même que certains soulèvements populaires marxistes à Berlin et à Prague en 1953 ont aussi été stoppés dans les massacres. Les années Brejnev montraient une URSS stable et prospère alors qu'à l'intérieur l'armée y avait tous les pouvoirs et qu'une fracture sociale était de plus en plus visible. Il y avait d'un côté « le système » soviétique c'est-à-dire le Parti communiste de l'Union soviétique qui montrait des dirigeants obèses, bien portants et le reste de la société qui manquait déjà de tout, les magasins par exemple n'étaient pas pleins et la peur de disette était toujours présente. Le peuple soviétique parlait d'une « autre race d'hommes » ou « race à part » tant l'administration du parti semblait complètement déconnectée de la réalité de la société.

En 1984, sous le secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique, Konstantin Tchernenko, les services de l'idéologie (propagande) diffuse le 8 novembre (fête nationale du « 67^e anniversaire de la Révolution populaire socialiste d'Octobre ») l'hymne national à la Télévision centrale soviétique, la CT SSSR sous forme de clip de monde radieux de la société communiste dont l'enregistrement s'est fait au théâtre du Bolchoï. On peut encore retrouver facilement ce clip sur Youtube.

Les années Gorbatchev montre l'épuisement du système soviétique. La Glasnost est le point positif de la Perestroïka puisqu'il s'agit d'établir la démocratie dans le régime et les libertés d'expression, de religion, de conscience. Les réformes économiques elles ne font qu'accentuer le chaos, des magasins vides où les ménagères viennent s'abimer un peu plus chaque jour. Un jour, on rapporte un paquet de vermicelles après avoir passé 4 heures dans la superette collectivisée, le lendemain ce sera du lait et ainsi de suite.

En 1989, lorsque les régimes dits communistes se sont effondrés, les crimes ont été montrés aux yeux du monde. Le camarade Georges Marchais qui était en vacances en Roumanie s'était même dit ignorant des exactions que le régime Ceausescu commettait sur le peuple roumain.

En 1991, le 26 décembre Michail Gorbatchev démissionne par principe suite au délitement du pays.

Bilan du communisme version bolchévisme :

Reprenons les slogans de base. « La terre aux paysans », « Les usines aux ouvriers », « La paix au peuple », « Le pouvoir aux soviets ». Cela ne pouvait pas ne pas séduire et bien sûr que les jeunes se sont jetés dessus. En 1991, lors du projet de refonte constitutionnelle de l'URSS en Union de républiques souveraines soviétiques, les slogans ont appliqués pour la première fois dans les lois ; car les paysans n'ont pas reçus de terres, les ouvriers n'ont pas reçus de fabriques, les Soviets n'ont eu aucun pouvoir et la paix au peuple, ça sonne bizarre après la dernière guerre.

Le Parti communiste français dans l'impasse :

Après la chute de l'URSS et du bloc de l'Est, la plupart des partis communistes se sont libéralisés. Le PCF a changé de dirigeant en 1994, lorsque Robert Hue a pris la tête du Parti. Le centralisme démocratique a été aboli, de même que les hautes instances. Le politburo est devenu le bureau national tandis que le comité central est devenu le Conseil national (avec un secrétaire national). En 1996, le symbole adopté en 1918 par le comité central du POSDR c'est-à-dire la faucille et le marteau ont été abolis au profit des initiales du parti sur fond rouge pour montrer la commune de Paris. Le PCF s'est modernisé mais en conservant toujours ses principales idées marxistes-léninistes et son mal du siècle. Un peu comme ces nostalgiques du 1er Empire français, les communistes rêvaient encore du grand empire soviétique disparu et de ce qui faisait la grandeur du PCF (plusieurs millions de dollars par an étaient versés depuis le PCUS ainsi que plusieurs tonnes de papier pour la propagande et plusieurs centaines de litres d'encre). Autour du parti, la transformation politique s'est faite les principales organisations de gauche établissant l'écosocialisme, le Nouveau Parti Anticapitaliste, le Parti de Gauche (incorporé depuis 2017 dans celui de La France insoumise) ou encore le mouvement Ensemble. Le Parti socialiste ayant intégré la doctrine de la social-écologie mais un virage libéral à droite imminent. Le PCF a donc continué à proclamer ses idées qui ont toujours existé depuis sa création en 1920, lorsqu'une grande majorité du Parti Socialiste SFIO (à l'exception des Blumistes) a fondé la SFIC. Il a continué à proclamer ses idées tout en se renfermant sur lui-même, le manque de budget ne garantissant pas un militantisme de qualité sur tous les terrains et les gens rejetant l'idéal communiste car comparé aux crimes soviétiques et affiliés.

XXXVIII^e Congrès du Parti communiste français, refondation de l'idéal communiste :

Ce congrès extraordinaire a la chance de se trouver au moment où nous fêtons le 200^e anniversaire de la naissance de Karl Marx et le 170^e anniversaire de la Révolution du printemps des peuples et de la publication simultanée du Manifeste du Parti communiste et des Luttres de classe en France, deux œuvres magistrales de Marx. Le programme de la France insoumise, L'Avenir en commun a imaginé une planification écologique viable intégrant à la fois les principes sociaux et écologiques et s'appuyant sur les principes révolutionnaires et humanistes de 1789.

Le 3 mai 2018, le philosophe Henri Pena-Ruiz propose une nouvelle relecture des textes de Karl Marx, dans lequel celui-ci aurait défendu la biosphère « Karl Marx, penseur de l'écologie » publié aux éditions du Seuil. Les chantiers du congrès de l'écologie proposent de reprendre l'idée de l'écosocialisme théorisée en 2001 par Michael Lowy dans son Manifeste international pour l'écosocialisme, puis argumentée de nouveau en 2013 par le Manifeste des Assises pour l'écosocialisme (initié par le Parti de Gauche et le Front de Gauche). L'idéologie du Parti communiste doit reprendre les textes de Karl Marx et Friedrich Engels et de les rendre conforme aux temps actuels en incluant notamment les principes de l'écosocialisme comme moyen de supprimer le productivisme et de proposer un modèle alter-

capitaliste, dans le cadre d'une harmonie entre l'intérêt général humain et son environnement.

L'écommunisme :

L'écosocialisme part du principe que l'écologie est inconciliable avec le capitalisme, dont les modes de production sont guidés par la recherche du profit et la valeur d'échange, ce qui implique le productivisme et l'incapacité de prendre en compte la destruction de l'environnement (qui n'a pas de valeur d'échange) et les besoins sociaux et humain (destruction des peuples, individualisme, droit de l'homme, etc.). L'une des bases de l'écosocialisme est la relecture de Marx intégrant la totalité de ses œuvres (y compris celles publiées bien après sa mort, dont les Grundrisse publiés en 1938, plus de 20 ans après la fondation du marxisme officiel en URSS). Sur ce point, Moishe Postone est l'un des auteurs les plus avancés sur cette question⁵ ; en effet, même si les conclusions sur la suppression du travail peuvent être discutées, il reste que la relecture de Marx faite par Postone (cf. notamment la théorie critique de Marx) permet la rupture d'avec les courants marxistes dits « traditionnels » en montrant les impasses d'une lecture trop superficielle de Marx. Cette relecture met l'accent sur la nature du travail, sur la valeur et sur l'organisation sociale de la production ; et elle montre notamment, de façon éclairante, en quoi le soviétisme et le « marxisme officiel » propagé par l'URSS fut en réalité, non pas une « critique de l'économie politique » (ie. une critique des fondements du capitalisme, qui est le véritable travail mené par Marx), mais une « économie politique critique » (ie. une théorie reprenant les principes capitalistes sous d'autres formes d'organisations sociales et politiques). On désigne aussi cette « économie politique critique » par « marxisme ricardien »⁶ pour souligner le fait que les courants marxistes traditionnels n'ont fait que retenir le changement de propriété de l'appareil de production, alors que la critique menée par Marx repose sur la nature même de l'appareil de production et sur la nature spécifique du travail sous le capitalisme. L'explication tient au fait que les Grundrisse sont la clé pour comprendre Le capital, car dans les Grundrisse Marx montre qu'en écrivant le Capital, il se place dans une position interne au capitalisme (c'est-à-dire dans un contexte spécifique sur le plan historique). Sans cette clé donnée par Marx dans les Grundrisse, le contenu du Capital apparaît alors comme une analyse transhistorique (vraie à toutes les époques) ce qui est complètement faux et contradictoire avec le travail de Marx. Mais la publication tardive des Grundrisse (en 1938) a rendu impossible cette lecture de Marx qui fut celle de la IIe Internationale, puis de la IIIe Internationale, dominée par l'URSS.

Aujourd'hui, à la lumière de ces faits, il est donc clair que le soviétisme n'a pas pu créer une alternative de société post-capitaliste puisqu'il reposait sur des fondements identiques, et le « marxisme officiel » de l'URSS n'a été qu'un marxisme ricardien, en contradiction avec le réel travail de Marx.

Sur le plan des courants de pensée, une telle relecture de la critique de Marx était inacceptable dans le cadre des partis communistes « officiels » soumis au diktat de la pensée soviétique, et dans ce contexte l'écologie politique a été, dès son origine, un

des courants de pensée alternatifs où cette relecture de Marx était possible et où elle a pu se faire. C'est la raison pour laquelle se trouvent en écologie politique nombres d'auteurs (André Gorz ou Ivan Illich entre autres) ayant développé la critique de la technique qui est directement basée de la critique de l'économie politique de Marx et sa remise en cause de la nature même du travail sous le capitalisme. L'écologie politique a donc été un « réceptacle » à tout ce qui ne pouvait pas s'exprimer dans les courants officiels fortement encadrés sur le plan idéologique.

Sur ces bases consistant à faire apparaître la cohérence, il apparaît plusieurs points :

- La relecture de Marx à partir de l'ensemble de son œuvre rend caduque le besoin de faire converger écologie politique et marxisme puisque les deux sont en réalité complètement liés par la question de la nature spécifique du travail sous le capitalisme, la question de la valeur et la critique de la technique.
- La question de l'environnement "naturel" se trouve vidée de sens. En effet, la distinction entre environnement "naturel" et environnement "artificiel" (issu de la production de l'être humain) est une séparation impossible à mener tant les deux sont mêlés l'un à l'autre dans un environnement plus global : l'environnement "de vie" des êtres humains. Cette indistinction permet de réintroduire des questions comme celles de l'urbanisme, des conditions de vie et de travail, mais aussi celles liés aux systèmes sociaux (santé, culture, etc.) comme des questions fondatrices de l'écologie politique en tant que constitutives de l'environnement de vie de l'être humain. L'Écologie Politique n'a pas à être réduite à la "protection de la nature" car elle est l'écologie de l'environnement de vie des êtres humains.
- L'introduction de problématiques liées à l'environnement de vie rend incontournable la question du régime politique et de la structure sociale dans le projet constitutif de l'écologie politique. Cette prise en compte permet de rejeter toutes les dérives écofascistes, malthusiennes et réactionnaires qui se réclament de l'écologie au nom de la protection de la nature. La question de la société et du régime politique (comme constitutifs de l'environnement de vie de l'être humain) réintroduit des questions comme celles de la liberté, de la République et de la laïcité⁸. Par ce point, il apparaît clairement que l'écologie politique est une préfiguration de l'écosocialisme au sens où elle intègre la perspective de Jean Jaurès montrant que le socialisme est l'aboutissement de la République.
- La question du pouvoir (au sein de la société) est liée à diverses problématiques. Elle est bien sûr présente dans la question "quel type de société ?", mais elle s'introduit parallèlement via diverses thématiques portées par l'écologie politique : la question de la mise en circulation des techniques issues de la recherche, Internet et le numérique, et enfin la question du revenu/salaire à vie. Dans toutes ces thématiques, la problématique de la gestion du pouvoir met en avant deux schémas distincts : un schéma de

verticalité pyramidale, basée sur le pouvoir de position d'intermédiaire, et un schéma de collaboration et de circulation. L'un des schémas infantilise et isole l'individu de ces semblables, le met en position de mineur social (mineur qui doit donc être guidé par un supérieur) ; l'autre schéma repose sur le collectif en montrant que le pouvoir n'est pas individuel, mais il est celui d'un réseau d'individus échangeant entre eux, un réseau où la connaissance circule librement ; la notion de citoyenneté y est donc liée à celle du lien social. La question du pouvoir fonctionnel et de son hétéronomie fait l'objet du livre d'André Gorz "Adieux au Prolétariat, au-delà du socialisme"⁹ où Gorz explique qu'au nom de la catégorie hégélienne "Prolétariat", devant prétendument accomplir l'Histoire, les hommes et les femmes prolétaires ont été sacrifiés (le terme "socialisme" faisant référence au socialisme officiel édicté par l'URSS).

- "Revenu à vie ou salaire à vie ?" La thématique demanderait un développement très important, mais l'essentiel est de comprendre que trancher cette question ne peut se faire en "interne" de ces problématiques et qu'il est nécessaire d'y introduire d'autres perspectives pour prendre position. Le travail de Bernard Friot est sur ce plan une approche nouvelle. Il met en perspective l'enjeu de pouvoir lié à la détermination, au sein de la société, de la création de la "valeur économique" (ie. "valeur d'échange" chez Marx). De tout temps, le groupe social (prêtres, princes, oligarques d'URSS ou actionnaires et investisseurs capitalistes) qui a détenu le pouvoir de déterminer, au sein de la société, ce qui a de la valeur économique, et combien, a le pouvoir au sein de la société humaine. Cette introduction de la thématique du pouvoir permet de mettre en perspective un schéma (celui du "revenu") où l'individu perçoit une rente et où il n'est qu'un être de besoin face à un autre schéma (celui du "salaire") où l'individu crée de la valeur économique par son travail, (production de valeur économique à laquelle la notion de salaire est liée). La question est donc de savoir si l'objectif de l'écosocialisme est de fonder une société de rentiers à vie ou une société d'individus qui produisent, mettent en commun la valeur économique créée et se la répartissent par d'autres règles que les règles actuelles. Toujours sur cette voie, Bernard Friot montre l'alternative révolutionnaire que représente la Sécurité Sociale en France en tant qu'organisme qui prend une part de la valeur ajoutée produite chaque année par les producteurs (travailleurs) et la redistribue sans entretenir de rentiers (c'est-à-dire des personnes ne produisant rien, mais ponctionnant une partie de la valeur économique produite par les autres, cette part s'appelant précisément un "revenu" par opposition au "salaire"). Par ces multiples implications, la thématique du pouvoir ouvre à un approfondissement de la citoyenneté au cœur de l'écosocialisme où le citoyen n'est plus seulement un créateur de la société par son vote (et donc les lois), mais où il est également créateur de la société par sa production concrète sur laquelle il aurait un droit de regard direct.

J'espère qu'avec toutes ces brèves d'idées et celles des autres camarades engagés pour l'insertion de l'écosocialisme dans les principes marxistes, nous

pourront arriver à l'issue de ce congrès à l'instauration d'un écommunisme ou communisme vert situé dans un vaste programme.